

Tribunal de proximité de Saint-Dizier

12 RUE DE LA COMMUNE DE PARIS – 52100 SAINT-DIZIER

**C.C.T.P LOT 02 – DESAMIANTAGE
DCE**

V2 - Date de diffusion janvier 2025



**Mise en accessibilité du tribunal de
proximité de Saint-Dizier**

MAITRISE D'OUVRAGE :



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**
*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DEPARTEMENT IMMOBILIER
DELEGATION INTERREGIONALE DU
SECRETARIAT GENERAL GRAND CENTRE**
4 rue Léon Mauris
CS 17724
21077 DIJON

Sabine BOTTON
Chargée d'opérations
T 30 80 28 88 07 - P 06 30 65 76 89
@ sabine.botton@justice.gouv.fr

MAITRISE D'ŒUVRE :



ALTEREA SIEGE ET AGENCE EST
Tour Europe
20 place des Halles
67000 Strasbourg
T 03 88 52 26 01

Louis MARHIC
Chef de projet
T 07 57 48 63 41
@ lmahric@alterea.fr

SUIVI DU DOCUMENT :

Indice	Date	Modifications	Rédaction	Vérification	Validation
1	09/10/2024	Version initiale	DDEL	EDMA	LOMA
2	Janvier 2025	Coordonnées du CSPC			

contact@alterea.fr – www.alterea.fr

Agence Ouest (siège)
26 bd Vincent Gâche CS 17502
44275 Nantes Cedex 2
T 02 40 74 24 81
f 02 51 84 16 33

Agence de Paris
23 Avenue d'Italie
75013 Paris
T 01 46 28 31 89
f 02 51 84 16 33

Agence Nord
21 rue Pierre Mauroy
59000 Lille
T 03 59 54 21 08
f 02 51 84 16 33

Agence Sud-Ouest
Parvis Louise Armand CS 21912
33082 Bordeaux
T 05 56 64 42 51
f 02 51 84 16 33

Agence Sud – Est
19 Rue de la Villette
69003 Lyon
T 04 87 24 90 75
f 02 51 84 16 33

Agence Est
20, Place des Halles
67000 Strasbourg
T 02 51 84 16 33
f 02 51 84 16 33

SOMMAIRE

2	LOT 02 : DESAMIANTAGE – SITE OCCUPE	4
2.1	GENERALITES	4
2.1.0	COORDONNEES DU CSPS	4
2.1.1	RECAPITULATIF DES TRAVAUX EN PRESENCE D'AMIANTE ET DE PLOMB	4
2.1.1.1	Amiante	4
2.1.1.2	Plomb	4
2.1.2	TRAVAUX EN SITE OCCUPE	5
2.1.2.1	Déplacement du mobilier	5
2.1.2.2	Nettoyage du chantier	5
2.1.2.3	Maintien des accès pendant les travaux	5
2.1.3	INSTALLATIONS COMMUNES ET ORGANISATION DU CHANTIER	5
2.1.3.1	Organisation générale du chantier	5
2.1.4	OBLIGATIONS GENERALES DE L'ENTREPRISE	5
2.1.4.1	Sécurité des personnes	5
2.1.4.2	Protection des ouvrages	6
2.1.4.3	Gestion des déchets de chantier	7
2.1.4.4	Normes et réglementations	7
2.1.4.5	Prise de connaissance du projet	8
2.1.4.6	Responsabilité et obligation de l'entreprise soumissionnaire	8
2.1.4.7	Réunion de chantier	9
2.1.4.8	Responsable de chantier	9
2.1.4.9	Choix des matériaux	9
2.1.4.10	Déclaration environnementale des matériaux	10
2.1.4.11	Garanties	10
2.1.4.11.1	Garantie de parfait achèvement d'un an	10
2.1.4.11.2	Garantie biennale pour les équipements	11
2.1.4.11.3	Garantie décennale pour les éléments touchant à la pérennité de l'ouvrage	11
2.1.4.12	En cas de désaccord, la juridiction compétente sera saisie. Gestion des nuisances de chantier	11
2.1.4.13	Qualifications	12
2.1.4.14	Autocontrôle	12
2.2	DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DESAMIANTAGE	13
2.2.1	DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	13
2.2.2	TRAVAUX PREPARATOIRES	13
2.2.3	UNITE DE DECONTAMINATION	13
2.2.4	PROTECTION DES INTERVENANTS	13
2.2.5	DEPOSE DE MATERIAUX AMIANTES	14
2.2.5.1	Dépose de sol contenant de l'amiante	14
2.2.5.2	Dépose de cloison contenant de l'amiante	15
2.2.5.3	Dépose de revêtement mural contenant de l'amiante	15
2.2.6	EVACUATION DES DECHETS	15
2.2.7	PROGRAMME D'ANALYSE	15
2.2.8	RECEPTION DES TRAVAUX	15

2 LOT 02 : DESAMANTAGE – SITE OCCUPE

L'entreprise doit en prendre connaissance et intégrer à son offre les frais correspondants.

Les travaux auront lieu en site occupé. Les contraintes en découlant sont décrites à ce chapitre.

2.1 GENERALITES

2.1.0 Coordonnées du CSPS

Quentin DELPECH
 Coordonnateur Sps
 +33 7 61 69 18 96
 +33 3 26 36 76 00
 QUALICONSULT SECURITE
 2 Rue Léon Patoux, Bât. D
 51100 REIMS

2.1.1 Récapitulatif des travaux en présence d'amiante et de plomb

2.1.1.1 Amiante

Cette réhabilitation intègre des travaux à proximité et sur des matériaux amiantés. Les rapports de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux, sont annexés au présent marché. L'entreprise doit en prendre connaissance **et intégrer toutes les sujétions relatives à ces travaux dans son offre.**

Le RAAT a été réalisé par la société ADX EXPERTISE en date du 06/09/2021.

L'entreprise travaillant à proximité de matériaux amiantés, au désamiantage ou à l'encapsulage de ceux-ci devra, conformément à la réglementation :

- Justifier de la formation de son personnel
- Justifier de la qualification de l'entreprise et des salariés du chantier, en sous-section 3 ou 4 selon les travaux à effectuer conformément à l'arrêté du 23/02/2012.

Ces justifications devront obligatoirement être intégrées à l'offre de l'entreprise.

L'entreprise devra la réalisation de tous les modes opératoires/plans de retrait nécessaires aux travaux.

Synthèse des DAAT :

Cuisine au 1^{er} étage : présence d'amiante dans la colle non bitumineuse et ragréage des revêtements de sols

Magistrat au 1^{er} étage : présence d'amiante dans la peinture et enduits à base de plâtre sur cloison

Sanitaires au 1^{er} étage : présence d'amiante dans le complexe carrelage+ colle + ragréage et présence d'amiante dans la peinture et enduits à base de plâtre sur les murs

Le client confirme qu'aucune intervention n'a été réalisée ou planifiée entre ce diagnostic et les futurs travaux décrits ci-après.

2.1.1.2 Plomb

Un rapport plomb avant travaux a été réalisé par la société ADX EXPERTISE en date du 06/09/2021

Aucun revêtement plombé n'a été relevé par le diagnostiqueur.

2.1.2 Travaux en site occupé

Les travaux sont effectués en site occupé. L'entrepreneur devra organiser son chantier de manière à maintenir l'accès sécurisé pendant toute la durée des travaux

L'entreprise est responsable de la sécurité des usagers pendant son intervention. Elle devra notamment le balisage de la zone d'intervention. Toutes dégradations des locaux ou mobiliers, provoquées par les travaux devront être pris en charge par l'attributaire du présent marché.

L'entreprise devra l'identification du personnel intervenant sur le chantier avec badge et registre quotidien du personnel, cela s'appliquera également aux entreprises sous-traitantes.

L'entreprise devra fournir les pièces d'identité des personnes qui interviendront sur le chantier.

2.1.2.1 Déplacement du mobilier

L'entreprise doit le déplacement du mobilier gênant les travaux, pas de leur contenu. Les usagers devront au préalable avoir vidé l'ensemble des meubles présents dans les pièces concernées par les travaux.

A la charge de l'entreprise de les déplacer et de les remettre en place après travaux.

2.1.2.2 Nettoyage du chantier

Les locaux devront être rangées et nettoyées chaque soir avant le départ de l'équipe de pose. L'entreprise devra laisser les locaux dans lesquels elle est intervenue en parfait état de propreté.

S'il est considéré que les travaux de nettoyage n'ont pas été convenablement exécutés, un délai de 24h sera donné pour remédier à cet état. A l'expiration de ce délai, faute d'un nettoyage satisfaisant, il sera fait appel à une société de nettoyage dont la facture sera à la charge exclusive de l'entreprise responsable.

2.1.2.3 Maintien des accès pendant les travaux

L'ensemble des accès aux différents locaux, l'ensemble des parties communes, et les ascenseurs devront être maintenus pendant toute la durée des travaux.

2.1.3 Installations communes et organisation du chantier

2.1.3.1 Organisation générale du chantier

L'entreprise du lot 01 doit les installations communes de chantier décrite dans le CCTP du lot 01.

2.1.4 Obligations générales de l'entreprise

2.1.4.1 Sécurité des personnes

L'entreprise doit l'ensemble des éléments nécessaires pour assurer la sécurité des personnes, qu'elles soient de l'entreprise, mais également des occupants et des passants à proximité du chantier. L'entreprise dispose sur ce sujet d'une obligation de résultat, et devra proposer les modes opératoires adaptés.

L'entreprise a également le devoir d'alerter si elle constate une anomalie ou un risque quelconque pour les personnes. (Suspicion d'amiante non prélevée, risque de chutes, manque de balisage, risques pour les occupants etc...)

Les interventions comprenant un risque de chute en cours d'intervention, seront anticipées et il sera mis en place préalablement toutes les protections nécessaires, provisoires ou définitives. Une attention toute particulière sera prévue pour condamner l'accès aux usagers pendant l'intervention.

Tous les accès pompiers devront être maintenus libres pendant les interventions de l'entreprise. A aucun moment les escaliers ou les halls ne pourront être totalement condamné.

L'entreprise devra se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité pour la protection de la santé, conformément à la loi 93.14.18 du 31 décembre 1993, du décret d'application 94.11.59 du 26 décembre 1994 et de l'arrêté du 7 mars 1995 relatif à la déclaration préalable.

Elle devra également se conformer au Plan Général de Coordination (P.G.C.), rédigé par le Coordonnateur SPS et transmis dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

L'entreprise est tenue de répondre à l'ensemble des demandes du coordonnateur SPS de l'opération, afin d'assurer la sécurité de l'ensemble des intervenants.

Une attention sera appelée sur la nécessité de prendre toutes les dispositions utiles, n'entraînant aucun risque pour les abords, la protection des installations électriques provisoires, le balisage des cheminements, la protection aux chutes, vis-à-vis des gravats, etc....

2.1.4.2 Protection des ouvrages

L'entrepreneur devra assurer la protection des ouvrages jusqu'à la réception. L'entrepreneur est responsable de la protection de ses ouvrages, ainsi que de la protection des effets des usagers

L'entrepreneur est responsable du maintien en parfait état de la structure du bâtiment pendant son intervention. Il doit prévoir dans son offre toutes les sujétions à ce titre : étalements, etc....

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par l'entrepreneur.

Protection des ouvrages

Lors de toute exécution de travaux dans l'existant, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des ouvrages existants. L'entreprise aura à sa charge toutes les sujétions nécessaires pour protéger les effets personnels des usagers pendant la durée des travaux. Les locaux devront être rendus aux usagers en parfait état et le mobilier remis en place.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravais.

Chaque livraison sera réceptionnée et stockée dans un endroit sûr avant la pose. L'entreprise est responsable du stockage des éléments livrés. L'entreprise aura à sa charge toutes les sujétions nécessaires pour protéger les zones de travaux pendant la durée des travaux. Les lieux devront être rendus en parfait état. L'entreprise aura à leur charge toutes les sujétions nécessaires pour protéger les abords et les parties communes. Ils devront être rendus en parfait état à la fin des travaux.

Mesures de conservation des ouvrages existants

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Ils pourront être selon le cas des planches et bâches de protection, des garde-gravais, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti-poussières, des films verticaux collés et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires. L'entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le Maître d'Œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'entreprise lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

L'entreprise devra protéger les revêtements muraux et revêtements de sols. Ces revêtements devront être totalement recouverts, tant dans les locaux touchés par les travaux que dans ceux utilisés pour le passage ponctuel des ouvriers.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

Travaux de dépose

Les travaux de dépose devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

Matériaux et matériels de récupération

Le Maître d'Ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions. Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

2.1.4.3 Gestion des déchets de chantier

L'entrepreneur doit l'évacuation de ses déchets et gravats. Aucun stockage de déchet ne doit être réalisé en partie commune, ni dans les locaux. L'entrepreneur doit évacuer ses déchets des bâtiments chaque soir. Les déchets pourront uniquement être mis en attente dans la zone de stockage du chantier dans des bennes ou bungalows prévus à cet effet.

L'Entrepreneur devra se conformer aux obligations suivantes :

- Tri 7 flux fractions minérales, bois, plâtre, métal, verre, plastique, papier (décret n°2021950 du 16 juillet 2021)
- Traçabilité des déchets (Décret n°2021-321 du 25/03/2021)

Il est formellement interdit de jeter les gravats par les ouvertures en façades, ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

L'entreprise devra fournir à la maîtrise d'ouvrage/maîtrise d'œuvre les BSDA et les récépissés de dépose de tous les autres déchets de son présent lot afin d'assurer leur évacuation dans le respect du cadre réglementaire de traitement des déchets.

NB : Il conviendra à l'entreprise de se conformer au décret du 18 avril 2002 comportant, d'une part, la Décision 2001/573/CE qui établit la liste des déchets et, d'autre part, la Directive 91/689/CE qui définit un déchet dangereux.

2.1.4.4 Normes et réglementations

Tous les travaux seront exécutés dans les règles de l'art. Ils seront conformes aux :

Textes législatifs et réglementaires	Codes, lois, ordonnances, arrêtés, décrets, circulaires, ...
DTU et règles de calculs	Cahiers des clauses techniques (CCT), cahiers des clauses spéciales (CCS), et règles de calculs DTU.

Normes européennes et françaises	Normes publiées par l'AFNOR (Association Française de Normalisation) ou l'UTE (Union Technique de l'Electricité et de la communication).
Textes techniques	Documents généraux d'avis techniques, cahiers des prescriptions techniques (CPT), solutions techniques, classements, certifications, ...

Les travaux ne répondant pas strictement à ces conditions seront refusés et devront être repris. Dans le cas où de nouveaux règlements entreraient en vigueur au cours des travaux, l'entreprise sera tenue d'en référer par écrit au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation Sécurité incendie, l'entrepreneur devra assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le PV d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

L'entreprise est tenue de répondre à l'ensemble des demandes du contrôleur technique de l'opération afin de justifier la conformité réglementaire des travaux.

2.1.4.5 Prise de connaissance du projet

Une visite du site sera organisée par la Maitrise d'Ouvrage.

L'entreprise sera réputée avoir une connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque matière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Dans le cas où des modifications à l'installation actuelle, autres que celles décrites, sont indispensables à la mise en conformité avec les règlements actuels, les travaux nécessaires seront prévus et apparaîtront clairement dans l'offre.

Par le seul fait de soumissionner, l'entrepreneur reconnaît qu'il a une parfaite connaissance du projet. Outre le C.C.T.P, l'entreprise devra se conformer aux dispositions indiquées dans le C.C.A.P.

L'énumération et la description des ouvrages, telles qu'elles figurent dans les devis descriptifs, ne présentent donc aucun caractère limitatif et l'entreprise doit le complet et entier achèvement de ses ouvrages, même s'il a été omis de mentionner dans ces documents ou sur les plans, les fournitures et façons, accessoires indispensables à cet achèvement et au parfait fonctionnement des installations projetées et traitées à forfait.

Il ne pourra être admis aucune augmentation de prix ultérieure à la signature des marchés sous prétexte que le site n'a pas été visité. L'entreprise devra proposer un prix forfaitaire pour les DPGF fournis dans le dossier.

2.1.4.6 Responsabilité et obligation de l'entreprise soumissionnaire

Le présent marché est traité à prix global forfaitaire. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans et aux conditions du présent document.

Les offres seront présentées **en suivant le CDPGF** complété des prix unitaires (indispensable) dont les produits totalisés formeront le prix forfaitaire. **Les quantités sont indiquées à titre indicatif. L'entreprise est seule responsable des quantités indiquées dans son offre.**

L'entreprise pourra poser toutes les questions qu'elle jugera utile à la compréhension totale du dossier. Elle présentera une offre complète comprenant toutes les sujétions qu'elle juge nécessaires à la réalisation ainsi que les finitions, conformément au présent CCTP. Le marché comportera sans aucune exception tous les travaux accessoires nécessaires à la terminaison des ouvrages. L'entreprise doit signaler dans son offre par écrit toute omission, tout manque de concordance ou toute autre erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement des documents de consultation, faute de quoi il est réputé avoir accepté les clauses du dossier.

Le CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux et de leur mode d'exécution. Il n'a pas de caractère limitatif. En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base de marché, l'entrepreneur est tenu d'exécuter sans exception ni réserve l'intégralité des travaux, même non décrits et/ou quantifiés dans le dossier, nécessaire au parfait achèvement des ouvrages, en conformité avec les plans, les normes, les réglementations en vigueur et les règles de l'art contractuellement réputées comme connues.

Dans le cas où les stipulations du C.C.T.P ne correspondraient pas à celles des plans, notamment en ce qui concerne les dimensions, l'entrepreneur se doit d'envisager la solution la plus onéreuse. De ce fait, il ne peut réclamer aucun supplément en s'appuyant sur ce que la désignation mentionnée sur les plans d'une part, et sur le C.C.T.P d'autre part, pourrait présenter d'inexact, d'incomplet ou de contradictoire. Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du C.C.T.P pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

En toute circonstance, l'entrepreneur demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés à des tiers, lors ou par suite de l'exécution des travaux résultant, soit de son propre fait, soit de son personnel.

L'entreprise doit vérifier et prendre sous son entière responsabilité, sans possibilité de modification du montant de son marché, le dimensionnement de l'ensemble de ses ouvrages ; les éléments pré dimensionnés du dossier de consultation n'étant qu'indicatifs.

Si cela s'avère indispensable, le Maître d'Œuvre se réserve la possibilité de modifier, après accord du Maître d'Ouvrage et en concertation avec le Titulaire du marché, des principes ou matériels définis dans le présent document.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'Œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux autres ouvrages et aucune prolongation de délai ne sera accordés.

2.1.4.7 Réunion de chantier

L'entreprise assistera aux réunions de chantier durant toute la période d'intervention de l'entreprise et selon les besoins sur demande de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'Œuvre.

2.1.4.8 Responsable de chantier

L'entreprise doit avoir en permanence sur le chantier, à partir du moment où elle a commencé les travaux, un chef de chantier qualifié qui devra être agréé du Maître d'œuvre.

En cas d'absence du chef de chantier, l'entrepreneur (qui devra toujours avoir un représentant qualifié) n'en restera pas moins responsable de toutes les conséquences qui pourraient résulter de ces absences.

Le chef de chantier devra être capable de représenter valablement leur entreprise auprès du Maître d'œuvre et avoir tous pouvoirs pour régler sur place toutes les questions courantes de chantier.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander son remplacement par simple lettre recommandée à l'entrepreneur.

2.1.4.9 Choix des matériaux

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours de première qualité, suivant indication de provenance et type du CCTP. Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Tous les éléments qui présenteront des défauts (marques, rayures, défaut de planimétrie etc...) seront systématiquement remplacés aux frais de l'entrepreneur.

Avis Technique

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'« Avis Technique », il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un Avis technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'Avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

Marquage « NF »

Pour les matériaux et produits ayant fait l'objet d'une certification à la marque « NF », il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits admis à cette marque « NF ».

Tous les matériaux et produits concernés devront comporter un marquage normalisé avec les indications exigées.

Agréments ou procès-verbaux d'essais

Les agréments ou procès-verbaux d'essais doivent être exigées de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits de « Technique non courante » ne faisant pas l'objet d'un Avis Technique ni de procédure ATEx. Ces agréments ou procès-verbaux d'essais doivent être délivrés par des organismes agréés.

2.1.4.10 Déclaration environnementale des matériaux

L'Entreprise devra être en mesure de fournir aux Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre les informations concernant les performances environnementales et sanitaires des produits de construction relatives à l'application de la norme NF P 01-010.

Il sera demandé aux Entreprise de fournir :

- La fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES) des produits de construction qu'ils présentent dans leurs offres, fiche présente sur la base de données INIES,
- Les résultats des tests d'émissions en COVT et formaldéhydes réalisés selon la norme ISO 16000-39 et conformes aux exigences du protocole AFSSET 2009 (COVT < 1000 µg/m³ à 28 jours, formaldéhyde < 10 µg/m³ pour une exposition long terme).

A défaut, quand ces documents n'existent pas pour un ou plusieurs produits, les informations concernant leurs performances environnementales, limitées aux seuls impacts sanitaires, seront au minimum connu de l'entreprise et disponibles dans une forme les situant par rapport aux exigences des normes NF P 01-010 et ISO 16000-39.

2.1.4.11 Garanties

A compter de la date de réception, l'entreprise doit les garanties suivantes :

2.1.4.11.1 Garantie de parfait achèvement d'un an,

L'entreprise restera engagée durant un an à compter de la réception. L'entreprise doit durant cette période la mise au point des installations techniques pour assurer la performance énergétique et fonctionnelle attendue des équipements mis en place.

La méthodologie de suivi des réclamations après réception sera la suivante :

- Réception des réclamations par la Maîtrise d'Ouvrage et enregistrement si le désordre est confirmé.
- A l'enregistrement d'une réclamation par la Maîtrise d'Ouvrage, envoi d'un courrier à l'entreprise avec demande d'intervention sous 15 jours, avec copie à la Maîtrise d'Œuvre.
- Envoi d'un courrier de relance si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après le courrier initial.
- Envoi d'un courrier de mise en demeure si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après la relance.

Une visite de fin de parfait achèvement sera organisée par le Maître d'Œuvre au plus tard la 1^{ère} semaine du 11^{ème} mois après la réception. L'entreprise sera convoquée par courrier recommandé et devra répondre présent lors de la visite. Des quitus d'intervention seront établis sur site lors de la visite des équipements et installations concernés et devront être signés par tous.

2.1.4.11.2 Garantie biennale pour les équipements,

L'entreprise restera engagée durant deux ans à compter de la réception. L'entreprise devra réparer ou remplacer les éléments d'équipement qui ne fonctionnent pas correctement pendant les 2 années qui suivent la réception des travaux.

La méthodologie de suivi des réclamations après réception sera la suivante :

- Réception des réclamations par la Maîtrise d'Ouvrage et enregistrement si le désordre est confirmé.
- A l'enregistrement d'une réclamation par la Maîtrise d'Ouvrage, envoi d'un courrier à l'entreprise avec demande d'intervention sous 15 jours, avec copie à la Maîtrise d'Œuvre.
- Envoi d'un courrier de relance si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après le courrier initial.
- Envoi d'un courrier de mise en demeure si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après la relance.

Des quitus d'intervention seront établis sur site lors de la visite des équipements et installations concernés et devront être signés par tous.

En cas de désaccord, la juridiction compétente sera saisie.

2.1.4.11.3 Garantie décennale pour les éléments touchant à la pérennité de l'ouvrage.

La maîtrise d'ouvrage bénéficie de la garantie décennale pendant les 10 années qui suivent la réception. Cette garantie impose à l'entreprise de réparer les dommages :

- Qui compromettent la solidité du bâti
- Qui rendent la construction impropre à sa destination

La méthodologie de suivi des réclamations après réception sera la suivante :

- Réception des réclamations par la Maîtrise d'Ouvrage et enregistrement si le désordre est confirmé.
- A l'enregistrement d'une réclamation par la Maîtrise d'Ouvrage, envoi d'un courrier à l'entreprise avec demande d'intervention sous 15 jours, avec copie à la Maîtrise d'Œuvre.
- Envoi d'un courrier de relance si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après le courrier initial.
- Envoi d'un courrier de mise en demeure si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après la relance.
- Signalement du désordre auprès de l'assurance construction dommages-ouvrage par lettre recommandée

Des quitus d'intervention seront établis sur site lors de la visite des équipements et installations concernés et devront être signés par tous.

2.1.4.12 En cas de désaccord, la juridiction compétente sera saisie. Gestion des nuisances de chantier

Une sensibilisation des équipes devra être organisée sur ce sujet en présence du Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et coordinateur SPS avant le démarrage de chantier.

L'entreprise devra organiser son chantier avec un objectif commun visant à :

- Limiter de la pollution de l'air
- Limiter les poussières
- Maîtriser l'ambiance sonore
- Gérer les déchets
- Maîtriser des perturbations causées aux occupants et au voisinage

2.1.4.13 Qualifications

L'entreprise et les éventuels sous-traitants devront posséder les qualifications suivantes : 1552 + 2111 + 4312 + 9112 + 6111 + 6223 + 4131.

Les certificats attestant de cette qualification devront être fournis au maitre d'ouvrage et au maitre d'œuvre pour validation.

Ces éléments devront être fournis dans le dossier de réponse à l'appel d'offre. L'entreprise devra présenter toutes les qualifications nécessaires à la réalisation de son à son lot.

2.1.4.14 Autocontrôle

Le contrôle qualité en cours de réalisation a pour objet de vérifier la conformité de la construction avec les spécifications préétablies. Les contrôles à réaliser sont issus d'une analyse des modes de défaillance. L'ensemble des contrôles sont réalisés directement par l'entreprise dans une démarche d'autocontrôle. Un modèle écrit présentant les points de contrôle sera à transmettre au Maitre d'œuvre pour validation. L'ensemble des fiches d'autocontrôle sera annexé au DOE.

2.2 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE

2.2.1 Documents administratifs

Un plan de retrait doit être établi préalablement à la réalisation de tous travaux impliquant l'amiante ou les matériaux en contenant.

Ce plan sera transmis pour examen au maître d'ouvrage et au CSPS dans les huit jours à dater de la notification du marché. Après adaptation selon les indications du CSPS il sera transmis à l'inspection du travail et à la CRAM.

Ce document peut être inclus dans le plan général de coordination (PGC).

Par ailleurs, l'entreprise doit justifier du suivi médical spécifique de ses salariés.

Enfin, l'entreprise doit également préalablement à la réalisation des travaux produire un certificat d'acceptation préalable des déchets par une installation ISDD (Installation de Stockage des Déchets

Dangereux) dûment autorisée au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (loi du 19 juillet 1976 modifiée et décret d'application du 21 septembre 1977 modifié).

2.2.2 Travaux préparatoires

Mise en place de l'ensemble de la signalisation de chantier comprenant les barrières de protection, la signalisation spécifique "amiante"

Le chantier doit être effectué sous confinement, c'est-à-dire que la zone de travail doit être isolée de l'intérieur.

Le présent lot est seul juge du procédé à mettre en œuvre pour le confinement et en assumera sont étanchéité.

Elle vise à empêcher la dispersion des fibres d'amiante mises en suspension dans l'air par les travaux réalisés.

Par ailleurs, l'isolation de la zone de travail comprend également l'obturation de toutes entrées d'air, bouches d'extraction, fenêtres, canalisations et conduites techniques entrant ou sortant de la zone de travail, qu'elles soient horizontales ou verticales.

Le confinement implique également de condamner physiquement tous les accès normaux à la zone de travail. On ne doit pouvoir accéder à la zone de travail que par des accès spécifiques.

2.2.3 Unité de décontamination

L'entreprise devra mettre en place un sas de décontamination pour ses ouvriers. Ce sas, à plusieurs compartiments (3 ou 5 selon la nature des tenues utilisées), doit permettre aux intervenants de s'équiper (vêtements de travail et protections respiratoires) afin de pénétrer dans la zone des travaux.

Un compartiment de ce sas doit être équipé d'une douche de préférence à déclenchement automatique de façon à permettre la décontamination des vêtements de travail et des protections respiratoires. On ne peut ôter les protections respiratoires qu'après passage sous la douche. Cette douche permet de recueillir les fibres d'amiante déposées sur les intervenants en les mouillant, ce qui empêche leur dispersion.

L'eau ainsi polluée doit ensuite être filtrée avant de pouvoir être rejetée.

De la même manière, le matériel ou plus généralement tout produit extrait de la zone confinée ne doit être sorti qu'après un lavage ou un dépoussiérage. Les accès personnel et matériel doivent de préférence être séparés.

Le sas sera raccordé à un système de ventilation avec filtration.

2.2.4 Protection des intervenants

Les intervenants doivent être munis des équipements suivants :

- Chaussures de sécurité ou bottes lavables ou sur bottes jetables
- Combinaison jetable en matériau non tissé de type TYVEK ou combinaison lavable réutilisable ; fermée au cou, aux poignets et aux chevilles
- Des gants jetables, l'étanchéité étant assurée par des bandes adhésives ;
- Masque respiratoire équipé d'une cartouche de filtration spécifique pour les poussières d'amiante (pour les personnes n'étant pas appelées à effectuer des travaux physiques) ;
- Masque respiratoire avec écran facial à adduction d'air pour les personnes effectuant un travail physique, l'air étant soit pris à l'extérieur de la zone de travail et amené par conduite souple, soit pris dans la zone de travail et filtré. L'appareil de protection respiratoire sera de classe d'efficacité TMP 3 (norme NF EN 147)
- De tout équipement de protection classique nécessité par la nature des travaux réalisés.

Le choix de la nature des tenues (jetable ou lavable) influe sur le nombre de compartiments (3 ou 5 avec douche(s) dans les compartiments pairs) dans les sas.

L'arrêté du 14 mai 1996 demande de préconiser les solutions où l'air que respire les opérateurs n'est pas pris dans la zone confinée mais à l'extérieur, ou dans un appareil isolant de respiration.

Ces intervenants bénéficient d'une surveillance médicale spécifique et d'une formation particulière.

Respect d'une pause obligatoire de 30 minutes entre deux périodes de port ininterrompu des Equipements de Protection Individuelle dont la durée maximale est de 2 heures, durées d'équipement et de déséquipement incluses et comptées comme temps de travail.

Les entrées - sorties de chaque intervenant en zone confinée sont consignées dans le registre d'exposition (transmis au médecin du travail après intervention).

2.2.5 Dépose de matériaux amiantés

Les techniques d'enlèvement d'amiante comprennent des techniques regroupées sous les termes

- Enlèvement à sec : par grattage. Cette technique génère une mise en suspension de fibres importante et ne doit donc s'appliquer que dans les endroits où l'emploi des autres techniques s'avère impossible
- Enlèvement par voie semi humide. Avant grattage, on réalise une imprégnation de matériaux visant à renforcer la cohésion. Il se forme alors des "croûtes", dont l'enlèvement est facilité ;
- Enlèvement par voie humide. On enlève l'amiante par procédé haute pression. Le travail est plus aisé, mais nécessite de collecter et de filtrer l'eau polluée. Cette technique ne peut s'envisager dans des locaux présentant des contraintes particulières.

Le mode opératoire de retrait est sous l'entière responsabilité de l'entreprise.

Elle ne pourra prétendre à aucun avenant éventuel en cours de chantier suite à la rencontre d'éventuelles difficultés de dépose

A ce titre l'entrepreneur devra se rendre sur le site avant chiffrage afin de tenir compte de toutes les sujétions dans son prix.

2.2.5.1 Dépose de sol contenant de l'amiante

- Dépose soignée du revêtement de sol existant y compris de sa colle non bitumineuse amianté et du ragréage contaminé.
- Procédure de démontage par outillage manuel limitant la production de poussière.
- Conditionnement, étiquetage et évacuation des gravois en décharges spécialisées agréées selon la nature des matériaux à évacuer avec bordereau de suivi des déchets définis ci-après.
- Finition et nettoyage fin de la zone traitée.

Compris toutes sujétions de réalisation suivant les normes en vigueur.

Localisation :

- Sol de la cuisine au 1^{er} étage,
- Sol des sanitaires au 1^{er} étage.

2.2.5.2 Dépose de cloison contenant de l'amiante

- Dépose soignée de la cloison existante recouvert d'enduits à base de plâtre et d'une peinture avec présence d'amiante dans le complexe.
- Procédure de démontage par outillage manuel limitant la production de poussière.
- Conditionnement, étiquetage et évacuation des gravois en décharges spécialisées agréées selon la nature des matériaux à évacuer avec bordereau de suivi des déchets définis ci-après.
- Finition et nettoyage fin de la zone traitée.

Compris toutes sujétions de réalisation suivant les normes en vigueur.

Localisation :

- entre dégagement et SAS bureau magistrat au R+1

2.2.5.3 Dépose de revêtement mural contenant de l'amiante

- Dépose soignée du revêtement existant à base de plâtre, d'enduit et d'une tapisserie avec présence d'amiante dans le complexe.
- Procédure de démontage par outillage manuel limitant la production de poussière.
- Conditionnement, étiquetage et évacuation des gravois en décharges spécialisées agréées selon la nature des matériaux à évacuer avec bordereau de suivi des déchets définis ci-après.
- Finition et nettoyage fin de la zone traitée.

Compris toutes sujétions de réalisation suivant les normes en vigueur.

Localisation :

- dans les sanitaires du R+1

2.2.6 Evacuation des déchets

Les déchets générés par le chantier concernent :

- Le matériel de protection des salariés (tenue, masques respiratoires ...) ;
- Les boues liées à la filtration des eaux de lavage ;
- Les filtres ;
- Les produits amiantifères déposés.

Ces déchets doivent être placés sous double enveloppe, l'enveloppe extérieure portant une signalisation des risques présentés par l'amiante. Ils ne peuvent être évacués qu'en centre d'enfouissement technique de classe 1 ou en installation d'inertage. L'envoi vers le traitement doit s'accompagner de l'émission d'un bordereau de suivi de déchets industriels.

Les autres déchets (équipements techniques ayant été en contact avec l'amiante ...) peuvent être évacués comme déchets banals, dès lors qu'ils ont subi un dépoussiérage et un lavage soigné en sortie de zone.

Le transport des déchets est à la charge du présent lot

2.2.7 Programme d'analyse

Réalisation des analyses réglementaires obligatoires, conformément à la norme GAX-46-033 et du code du travail

2.2.8 Réception des travaux

La réception des travaux comprend :

- Une réception visuelle visant à constater l'absence de matériaux contenant de l'amiante
- Un contrôle atmosphérique, visant à attester que l'objectif défini dans le cahier des charges est atteint (inférieur ou égal à 5 fibres/litre).
- La rédaction d'un rapport de fin de travaux contenant tous les éléments relatifs au déroulement des travaux,
- L'ensemble des mesures de niveau d'empoussièrément, d'eau, d'air respirable ainsi que les BSDA

Le présent lot joindra à son offre un mémoire technique adaptée à l'opération et non un mémoire général, définissant les modes opératoires de désamiantage

Nota : il est rappelé au soumissionnaire que ces renseignements seront des critères de sélection des candidats